

Pour l'agriculture du socialisme du XXI^e siècle

Photothèque Rouge - CRD

Depuis 10 000 ans l'humanité cultive la terre pour se nourrir. L'histoire de cette agriculture explique comment nous sommes arrivés dans l'impasse actuelle : le paradoxe d'une augmentation de la productivité du travail et des surfaces, parallèlement à l'extension de la famine et à la mise en péril des ressources naturelles.

Le modèle protectionniste et productiviste de l'après guerre a permis aux pays riches de doper leurs rendements et d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre et la compétitivité sur les marchés internationaux. C'est l'époque de la « révolution verte » et de l'essor de l'agrochimie et du machinisme agricole : la « modernisation des exploitations », par l'arrivée de la technologie et le recours aux produits phytosanitaires et aux engrais, devait permettre de résoudre le problème de faim dans le monde. En réalité, l'accès aux technologies est réservé aux pays riches et le déchaînement de productivité n'aura pas lieu dans les pays du Sud, aux économies laminées par des siècles de colonialisme et de pillage.

Les années quatre-vingt sont marquées par la réaction néolibérale et les arrivées de Reagan et Thatcher au pouvoir aux États-Unis et en Angleterre. Tous les pays du monde s'alignent sur les directives du GATT, puis de l'OMC et du FMI : dérégulation des marchés, suppression des barrières douanières et des mécanismes de stockage des productions. Rien ne doit plus s'opposer à l'intensification des échanges « sans entraves » et « en concurrence libre et non faussée » comme facteur de développement et « d'augmentation du bien être collectif ». Ce virage politique se traduit en Europe dès la réforme de la PAC en 1992 par des baisses de prix des céréales et de la viande. Dès 2006, le secteur laitier suit. Ce mouvement est globalisé dans le monde. En compensation, les pays du Nord prévoient des aides à la surface pour soutenir le revenu de leurs producteurs et créent ainsi un phénomène de dumping insoutenable pour les pays du Sud.

Sans ressources financières, incapables de soutenir financièrement leurs producteurs, les pays du Sud incapables de résister à la concurrence vont être envahis par les produits alimentaires du Nord. Les paysans qui pratiquaient des modes de culture et d'élevage peu ou pas mécanisés n'ont pu résister à la baisse des prix mondiaux : jusqu'à la crise alimentaire de 2007, les céréales importées des États-Unis, de France ou d'Argentine sont vendues moins chères dans la plupart des pays d'Asie, d'Afrique voire d'Amérique latine que les céréales produites sur place. Et de plus, la production vivrière pour la consommation locale s'est considérablement réduite. Les paysans du Sud, sous la pression du FMI, de la Banque Mondiale et de la Dette, n'ont plus que deux solutions :

abandonner leur souveraineté alimentaire et se tourner vers les cultures d'exportation comme le café, le cacao, les arachides, le coton ou le soja, dont les cours sont eux aussi orientés à la baisse. Bien souvent dépossédés par les riches propriétaires, les mafias locales et les organisations paramilitaires à leur service, les travailleurs de la terre vont brader leur force de travail dans des gros domaines ou l'organisation du travail s'apparente à de l'esclavagisme. Les quelques paysans qui subsistent se retrouvent en face d'une industrie agroalimentaire tenue par des multinationales sur puissantes et l'essentiel de la richesse produite échappe aux populations du Sud. De plus, la reprise des techniques culturales intensives pratiquées dans le Nord s'avère catastrophique sur un plan social et environnemental : déforestation massive et monocultures, phytosanitaires et engrais, biotechnologies et OGM endettent les paysans aux quatre coins du monde, dévastent les sols fragiles des zones tropicales et subtropicales et créent des tensions autour de l'accès à la ressource en eau accaparée par certains ou polluée.

L'Inde grâce à la « révolution verte » des années 1960-1970 présente un cas typique des problèmes d'alimentation dans le monde, liés au capitalisme et à la financiarisation de l'économie mondiale : l'utilisation de nouvelles variétés de riz, imposées, moins résistantes aux maladies mais plus exigeantes en engrais, et en pesticides, a entraîné non seulement une baisse des rendements, par rapport aux variétés locales (exclues de la « révolution verte ») mais une modification de l'organisation sociale : Aux myriades de petites exploitations ont succédé des exploitations plus importantes, exploitant plus intensément le travail de salariés agricoles, qui ne disposent presque plus de terre ni de temps pour la production de leurs propres légumes. La production vivrière s'est effondrée : À la fin des années 1990, les Indiens disposaient d'environ moitié moins de légumes et de fruits qu'une quarantaine d'années plus tôt. Les cultures de rapport ne diminuent pas malgré cela, du fait de la nécessité de dégager des devises afin de rembourser les dettes du pays.

Dans les pays du Nord, cette politique s'avère être rapidement tout aussi catastrophique : l'intensification des productions et la baisse des prix ont conduit à une restructuration de la propriété du foncier et de l'ensemble des moyens de production au profit des exploitations les plus rentables et les plus compétitives à court terme, c'est-à-dire, dans ce système productiviste et capitaliste, les plus grosses et les plus productives, celles qui acceptent de se soumettre au perpétuel mouvement de restructuration, d'investissements colossaux dans le machinisme et les bâtiments, et de recours aux techniques culturales intensives. C'est le moyen également de provoquer un exode rural intense utilisé par l'industrie qui avait besoin de bras. Ce mouvement de concentration est même encouragé par les aides européennes compensatrices des baisses de prix, reliftées depuis 2006 en « droits à paiements uniques », versés à la tête, faiblement modulés et marchands. Activées par les hectares exploités, ces aides nouvelle génération exacerbent la course au foncier, l'agrandissement et la création de véritables usines à gaz. Au bout de cette logique, on retrouve des paysans qui ont troqué leur âme pour accéder au statut illusoire de chef d'entreprise. Cherchant à se constituer un capital pour compléter une retraite qui restera maigre quel que soit le niveau de cotisation à la mutuelle sociale agricole (le syndicat majoritaire, la FNSEA, a toujours refusé que la profession cotise au régime de retraite généralisé), souvent encouragés dans ce sens par les centres de comptabilité et les banques pour optimiser la fiscalité, formatés par l'enseignement qui véhicule de manière majoritaire la propagande productiviste du développement sans fins, ils se retrouvent de plus en plus nombreux à être lourdement endettés et deviennent de manière insidieuse les esclaves de leur travail, des ouvriers spécialisés aux ordres de Monsanto et consorts et de tous ceux qui s'invitent en tant qu'actionnaires indirects dans

la gestion de leur exploitation : grande distribution, multinationales de l'agro-fourriture et de l'agroalimentaire et banques deviennent ainsi les véritables donneurs d'ordre. Loin de consacrer le triomphe de la concurrence et de la compétitivité, ce modèle de concentration des capitaux s'avère être intenable et sans avenir sur le long terme, avec des installations de jeunes rendues de plus en plus difficiles et de moins en moins nombreuses, compte tenu des investissements très lourds à envisager pour reprendre des structures à taille inhumaine.



Photothèque Rouge - DR

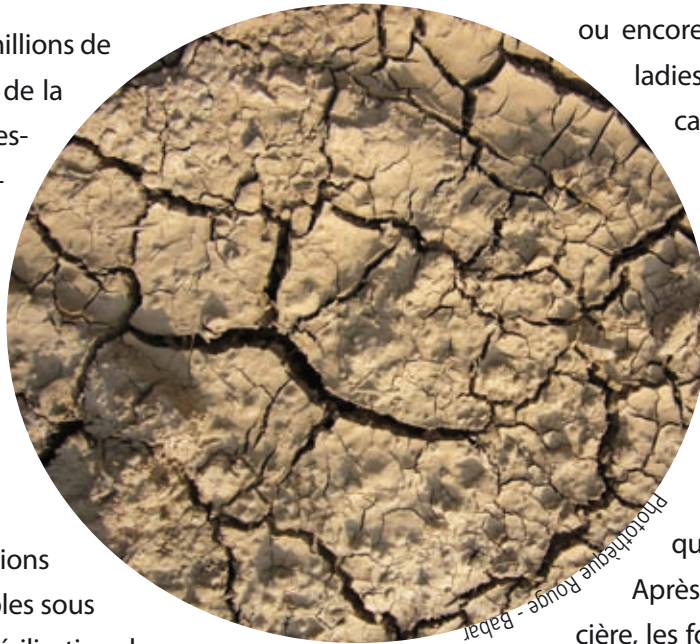
Sous la pression des mouvements écologistes et avec l'arrivée d'élus des partis écologistes dans les parlements et parfois même les gouvernements des pays de l'Union, les « normes et aides vertes » font leur entrée dans les mesures de la PAC : mise aux normes des exploitations d'élevage pour le stockage des effluents, aide aux zones de montagne et prime à l'herbe conditionnées à des limitations d'intensification, sont censées devenir les mesures phares d'une mutation écologique de l'agriculture européenne. En réalité, toutes ces mesures pèsent peu face à la dérégulation croissante des marchés et aux anciennes aides à la production, maintenues et reliftées dans des droits à paiement unique à la tête et activés par le nombre d'hectares exploités, faiblement modulés et marchands.

L'essentiel des aides publiques continue donc d'aller vers les plus riches et les plus gros exploitants (par exemple, les plus gros céréaliers intensifs de la Beauce atteignent 40 000 € de revenu par travailleur et reçoivent 25 000 € d'aides par travailleur alors que les éleveurs bovins lait extensifs des zones herbagères ne dégagent que 15 000 € de revenu en moyenne et perçoivent 15 000 € d'aides par travailleur). On assiste en ce moment à la naissance d'un capitalisme vert qui montre rapidement son vrai visage : une opération marketing qui rassure le consommateur, incapable d'enrayer les vrais problèmes, avec une poursuite de la restructuration effrénée et même parfois accélérée par le coût des investissements de mise aux normes rendus obligatoires par la loi, de moins en moins aidés dans un contexte de retrait de l'intervention publique, et donc de plus en plus insupportables pour les petits paysans.

C'est le plus grand plan social et le plus abominable des saccages de la planète qui ait jamais été organisé jusqu'à là dans l'histoire de l'humanité, le tout au service du profit d'une minorité d'industriels de l'agrochimie et de la semence, des biotechnologies, du machinisme, et des constructeurs du bâtiment, tous appuyés par une Recherche de moins en moins indépendante. Aujourd'hui ces multinationales contrôlent toute la chaîne alimentaire et leur puissance permet, par un lobbying effréné, de faire pression en permanence sur les décisions prises par les organismes internationaux OMC, FAO, FMI, BM et bien sûr, l'UE afin que ces décisions jouent toujours en leur faveur. Enfin, la bourse et les financiers ont envahi le champ de l'agriculture devenue objet de spéculation et excluant encore plus le paysan des bénéfices de son travail.

Le bilan de cette agriculture capitaliste et productiviste, c'est aujourd'hui

- ▶ un vaste plan social et un exode massif des campagnes vers les villes et les métropoles du tiers-monde où s'entasse dans des conditions inhumaines, une population qui n'a aucun moyen de subsistance; en France, c'est 200 000 agriculteurs en 15 ans et la moitié qui vivent en dessous du SMIC,
- ▶ le triste record des 923 millions de personnes qui souffrent de la faim selon les dernières estimations de la FAO c'est-à-dire plus qu'il y a 10 ans. Dont 70 %, dans les pays en développement (PED) vivent dans les zones rurales et dépendent de l'agriculture pour vivre,
- ▶ la disparition de millions d'hectares de terres arables sous l'effet conjugué d'une stérilisation des sols par l'agriculture intensive, des changements climatiques provoqués en partie par cette activité [La chaîne agroalimentaire industrielle contemporaine dépense 10 kilo-calories pour fournir 1 kilo-calorie alimentaire] un gaspillage de réserves de terres par une urbanisation et une déforestation non contrôlées,
- ▶ une pollution généralisée de notre environnement (sols, air, eau) et de notre alimentation par les produits chimiques, essentiellement les pesticides, entraînant de graves perturbations dans les équilibres naturels (disparition des espèces, au rythme de 2 par heure, qui entraîne une modification des écosystèmes) et dans l'espèce humaine (baisse de fertilité, augmentation de l'incidence des cancers et des maladies dégénératives),



- ▶ une surexploitation de paysans de plus en plus nombreux à être endettés, stressés et en proie au célibat et au suicide, et d'une main-d'œuvre salariée précaire comme les saisonniers dans le maraîchage du Sud de la France ou les vachers des usines à lait d'Angleterre et des États-Unis,
- ▶ des catastrophes sanitaires et alimentaires comme la vache folle, la viande aux hormones et les OGM, ou encore le développement des maladies tropicales comme la fièvre catarrhale ovine sous l'effet du réchauffement climatique,
- ▶ et enfin la course à l'acquisition de vastes surfaces de terres cultivables organisée par les États et les organisations internationales au service des multinationales et, depuis quelques mois, les fonds spéculatifs. Après avoir provoqué la crise financière, les fonds spéculatifs commencent à s'intéresser au foncier. Du Brésil à l'Indonésie, de Madagascar à l'Ukraine, ils accaparent des millions d'hectares. Conséquence de ce vaste mouvement: les terres fertiles sont privatisées et concentrées aux mains d'un seul propriétaire, avec à la clé l'expulsion des petits exploitants agricoles et la disparition de leurs moyens de subsistance (exemple de la société française Louis Dreyfus Commodities qui possède 60 000 hectares au Brésil et est actuellement intéressée par l'achat ou la location de terres au Nigeria et en Afrique subsaharienne). La Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Bers) conseillent aux gouvernements de modifier leur législation foncière pour que les investisseurs étrangers puissent acquérir des terres plus facilement.

Face à cette situation il est plus que nécessaire d'agir et d'agir vite pour l'organisation, l'encouragement et la promotion d'une autre agriculture, visant l'éradication des problèmes de faim dans le monde et la souveraineté alimentaire, la fin de la malbouffe et l'accès à une alimentation de qualité pour tous, l'inscription des activités agricoles dans la limite des ressources naturelles de la planète, et la reprise en main de notre destin commun et des choix inhérents à l'agriculture et à l'alimentation mondiale par les producteurs et tous les citoyens. Cette action doit se jouer à tous les niveaux: local, national, européen, et international.

Nous proposons comme mesures d'urgence

Au niveau national

- 1.** La reprise en main démocratique de la gestion du foncier par l'État, les collectivités locales ou les communes et la fin de la gestion mafieuse par les SAFER et le syndicalisme majoritaire.
- 2.** L'encadrement des marges de l'approvisionnement, de la transformation et de la distribution.
- 3.** Le soutien des mécanismes de contingentement des productions (qu'ils soient européens comme les quotas laitiers ou locaux comme les AOC) et le renforcement de la représentation des producteurs et des ouvriers et employés dans les instances où se décide la planification des productions. Cette proposition est liée au renforcement des droits des salariés de l'agriculture, des industries de l'agrofourmiture et de l'agroalimentaire, et de la grande distribution.
- 4.** La cotisation des agriculteurs au régime de retraite généralisé.
- 5.** Un accès facilité au crédit et des aides pour les investissements allant dans le sens de l'amélioration du respect de l'environnement ou des conditions de travail. Cette proposition est liée à la nationalisation des organismes bancaires.
- 6.** L'application immédiate, effective, du principe de précaution tel que préconisé par le rapport du 1er juin 2001, du Comité Prévention et Précaution (CPP) sur les risques sanitaires liés à l'utilisation des produits phytosanitaires.
- 7.** L'interdiction des OGM et la réinscription des variétés rustiques, sur les listes de semences autorisées du Ministère de l'Agriculture. Parce qu'elles sont adaptées aux terroirs et produisent une meilleure qualité, sans intrants chimiques ni pesticides.
- 8.** La révision, réelle, décisive, de l'enseignement agricole, y compris dans les grandes écoles pour un enseignement tourné vers la connaissance du vivant et les techniques de l'agro-écologie respectueuses des sols, de l'environnement et de la qualité des aliments, les sciences humaines et l'économie sociale et solidaire.
- 9.** Une réorientation des programmes de recherche vers l'agro-écologie, notamment à l'INRA, beaucoup plus importante qu'aujourd'hui, afin d'atteindre plus rapidement un réel développement durable c'est-à-dire un développement qui préserve l'écosystème Planète et les Générations futures. L'agro-écologie, tout en restaurant les sols et en produisant des grains, légumes et fruits équilibrés, qui ont gardé toutes leurs valeurs nutritionnelles sans produits chimiques, est créatrice d'emploi sur des unités agricoles plus petites et diversifiées, permet un entretien équilibré des espaces ruraux et leur revitalisation.

Au niveau européen

Il est urgent de revoir la PAC, d'infléchir la politique européenne d'aménagement de l'Espace Communautaire et les orientations stratégiques pour le développement rural, pour assurer la transition vers une nouvelle agriculture. Aujourd'hui l'objectif, au travers du Fond pour le Développement Rural (deuxième pilier de la PAC) est de garantir la cohérence du développement agricole avec les dispositions de « Goteborg » et de « Lisbonne ». Nous réfutons ces dispositions.

Les nouvelles règles doivent s'appuyer sur la nécessaire reconversion de l'agriculture et le passage d'une agriculture intensive à une agriculture socialiste et écologique, à taille humaine et plus autonome, garantissant la souveraineté alimentaire des pays membres et de tous les peuples du monde. Changeons de PAC et changeons de CAP :

- 1.** Réhabilitation des mécanismes d'encadrement des prix, de stockage et de contingentement des productions avec plafonnement des quotas par travailleur, allant dans le sens d'une décroissance de la production actuelle pour son réajustement à la demande alimentaire, et d'un arrêt des exportations massives vers le Sud.
- 2.** Réorientation massive des aides vers les systèmes de production respectueux de l'emploi et de l'environnement : aides plafonnées par travailleur, obtention liée à des critères environnementaux favorisant les itinéraires techniques qui s'inscrivent durablement dans les limites naturelles de la préservation des ressources, aides aux investissements liés à l'amélioration du respect de l'environnement ou à l'amélioration des conditions de travail et à la réduction du temps de travail.
- 3.** Réorientation des aides vers les zones difficiles pour favoriser une occupation harmonieuse de l'espace rural.
- 4.** Réorientation des aides vers le développement et le soutien des circuits courts et des filières autogérées (AMAP, coopératives...).
- 5.** Interdiction des licenciements dans les entreprises de l'agrofourniture, de l'agroalimentaire et de la grande distribution, renforcement du droit des salariés agricoles.
- 6.** Aides au développement international allant dans le sens de la relocalisation des agricultures et la souveraineté alimentaire des peuples, de la fin de l'exploitation des travailleurs de la terre, et du respect de l'environnement.

Toutes ces propositions, nationales ou européennes, sont mobilisatrices de fonds publics et supposent une révision complète de la fiscalité allant dans le sens d'une réhabilitation de l'impôt progressif et de la taxation forte des grandes fortunes et des transactions financières.

Au niveau international

1. Supprimer l'Organisation Mondiale du Commerce, Le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale qui n'ont aucune base démocratique et qui ont accompagné, voir promu la libéralisation des marchés agricoles qui contrairement à ce qu'elles affirment, accroît l'appauvrissement et la dépendance des pays du Sud et nous ont menés dans l'impasse écologique actuelle.
2. Redonner à l'ONU tout son pouvoir en améliorant son fonctionnement vers une plus grande démocratie. Mettre en place une démocratie qui interdise aux lobbies de peser sur les politiques agri-environnementales.
3. Développer les projets de soutien international à l'investissement et au développement dans l'agriculture avec des orientations sociales et environnementales et un objectif de souveraineté alimentaire comme la banque du Sud et l'ALBA.

À long terme, toutes ces orientations doivent permettre de préparer l'agriculture du socialisme du XXI^e siècle :

- ▶ La souveraineté alimentaire pour tous les pays du monde, l'éradication de la faim dans le monde, et l'accès et à une alimentation de qualité pour 9,5 milliards d'être humains.
- ▶ Un foncier et des moyens de production collectivisés (machines et bâtiments agricoles) qui feraient l'objet d'une location par la collectivité représentée par l'État, la région, le département ou la commune, et faciliteraient ainsi leur accès aux travailleurs par un système de location, seul moyen d'éradiquer le gaspillage d'énergie et de travail, parfois dopé par la spéculation, pour accéder à la propriété privée.
- ▶ Des organisations démocratiques, collectives et solidaires du travail dans les filières agricoles : reprise en main et de l'autogestion des filières par les producteurs et les ouvriers de l'agroalimentaire et de l'agroéquipement et les employés de la grande distribution, planification démocratique des productions par les producteurs et encadrement et contrôle par l'ensemble des citoyens en vue d'une adéquation avec les besoins alimentaires.
- ▶ La promotion d'un autre modèle agricole et alimentaire en rupture avec le productivisme et la surconsommation. Il est urgent de revoir notre consommation de viande. Nous n'avons pas besoin de consommer comme aujourd'hui, et en moyenne, 200 à 300 grammes de viande par jour. 30 à 50 % des céréales produites dans le monde sont utilisées pour nourrir le bétail. Il faut entre 5 et 20 kg de protéines végétales pour produire 1 kg de protéines animales et 10 000 à 25 000 l d'eau au lieu de 250 à 1 200 pour 1 kg de céréales. Enfin pour les émissions de gaz à effet de serre, manger 1 kg de viande ou parcourir 50 km en petite voiture sont équivalents. De plus l'élevage intensif, comme l'agriculture intensive donne des produits totalement déséquilibrés chargés en résidus divers, pesticides, hormones de croissance, antibiotiques sans parler de la souffrance et du stress provoqué par le système intensif.

Matthieu CASSEZ

Texte modifié le 19 avril 2009 à partir de la proposition de Cécile Blanche - Fléché